

<https://ugtg.org/spip.php?article1128>



Leur démocratie : être au service des esclavagistes depuis 400 ans

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -



Date de mise en ligne lundi 12 octobre 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

LEUR DEMOCRATIE

Leur démocratie c'est d'être au service des esclavagistes depuis 400 ans

Ils disent ne pas vouloir s'immiscer dans les relations du travail entre les patrons et les salariés alors qu'à la demande de ceux-ci l'Etat français ampute l'Accord Bino et que le zélu légitim disent ne pouvoir rien faire, parce que c'est la loi. Leur loi, la loi capitaliste qui consiste à pérenniser l'économie de plantation devant laquelle ils demandent aux travailleurs de s'agenouiller.

Une démocratie qui consiste à ne pas respecter leurs engagements et à dépêcher en Guadeloupe des centaines de forces de répression supplémentaires pour réprimer la population chaque fois qu'elle se soulève contre leur mépris.

Leur démocratie c'est leur capitulation devant les multinationales. Après les millions versés par le zélu légitim et l'Etat français à la SARA, à Total, écoutons ce qu'en dit le conseil municipal de Pointe à Pitre le 2 octobre dernier après avoir reçu une délégation de LKP : « *Il y a là un marché de dupe qui illustre combien les décideurs politiques au plus haut point sont impuissants face aux lobbies pétroliers. (...)* ».

Leur démocratie c'est décider à la place du peuple de Guadeloupe et tenter de le détourner de ses intérêts véritables. Avec leur « Etats généraux », leurs articles 73, 74..., avec leurs institutions coloniales (françaises et européennes) ils ont déjà choisi l'Assemblée unique-régionalisation pour le peuple **paskè pwésidan a léta fwansé ja di** « *Le débat dont nous parlons n'est pas celui de l'indépendance...* » le 26 juin 09 à Petit-Bourg.

Avec leur « congrès et leur projet de société pour la Guadeloupe », **les zélu légitim** capitulent devant leur responsabilité comme l'explique LKP dans un tract du 14 avril 09 : « *...Yo fabriké une représentation politique lâche, soumise, agoulougranfal de mandats, et plus soucieuse de grappiller des miettes du pouvoir colonial que du sort des guadeloupéens...* ».

Leur démocratie ce n'est rien d'autre qu'une réorganisation administrative, nouvelle forme de domination coloniale de la France dans notre pays. Nouvelle forme de domination directement ordonnée par l'union Européenne et l'organisation Mondiale du Commerce mettant dorénavant les régions en concurrence entre elles en démantelant les statuts, les conventions collectives, les lois sociales, les acquis sociaux, ..., en disloquant les nations.

NOTRE DEMOCRATIE

C'EST LE DROIT DU PEUPLE GUADELOUPEEN A DECIDER LIBREMENT DE SON AVENIR !

Dans une déclaration le 23 mars 2009 nous écrivions « *Les militants de Travayé é Pèyizan affirment que ce qui se passe depuis le 20 janvier est un véritable mouvement de lutte de classe. La plateforme de revendications élaborée par le collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon avec les masses populaires exprime la volonté du peuple guadeloupéen d'en finir avec l'oppression sociale et l'oppression nationale.*

Il lui appartient de définir la forme, le rythme et les délais de tout changement ! Et nous réaffirmons que seul le peuple de Guadeloupe peut dire ce qui est bon pour lui, par ses propres canaux, à travers des instances qu'il mettra

lui-même en place, qu'il construira lui-même ! »

Aujourd'hui avec **les Liyannaj a Pawol** organisés par LKP dans les villes, dans les campagnes, dans les quartiers, le peuple de Guadeloupe est en train de se frayer son chemin.

Nous poursuivions en disant « *Le mouvement initié le 20 janvier nous démontre aussi que le peuple, les travailleurs ont besoin à leurs côtés d'élus à leur service, d'élus responsables devant eux qu'ils peuvent contrôler et révoquer à tout moment.* »

Avec l'interpellation des élus en cours en ce moment, démarche mise en place par LKP auprès conseils municipaux, le peuple est en train, avec réalisme certes, de franchir un pas en ce sens.

Avec la mobilisation dans les rues de Pointe à Pitre à plus de 25 000 personnes le 3 octobre 09 à l'appel de LKP, précédée de milliers de participants dans les meetings, le peuple de Guadeloupe est en train de dire à l'Etat français qu'il n'accepte pas le mépris ; la parole donnée doit être respectée. **Pèp Gwadeloup ka di pwofitasyon fini**. Ce ne sont pas les centaines de forces de répression supplémentaires arrivées la semaine dernière qui vont changer quoi que ce soit. Par cette démonstration le peuple demande aussi aux élus de prendre leur responsabilité.

Ce chemin qui est en train d'être frayé ne peut être celui des états généraux, ni des articles 73 et 74, ni de toute autre variante (leur congrès, participation dans les institutions coloniales sous quelque forme que ce soit) qui, en réalité, permettrait à l'état français de reprendre la main.

Les militants de Travayè é Pèyizan estiment que poursuivre dans la voie de la construction de ce chemin pose le problème de la convocation d'une **Assemblée du peuple de Guadeloupe** réunissant les délégués de chacun des Liannaj a Pawol, de toutes les communes, de tous les quartiers, comme expression de la volonté du peuple travailleur guadeloupéen tout entier.

Ils réaffirment que pour cela il est nécessaire de disposer d'un outil oeuvrant en ce sens : une organisation, un parti,...., indépendant des institutions, qui combat pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour l'unité du peuple, pour l'Union libre et fraternelle des peuples de la Caraïbe.

Travayè é Pèyizan [Organisation membre du LKP]

Zabym lè 6 oktob 09